



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 12 AU 19 JUILLET 2017

Alerte de la MONUSCO contre des fraudes graves

Depuis plusieurs mois, des individus mal intentionnés soutirent de l'argent au nom de la MONUSCO. Ces personnes contactent des citoyens et citoyennes congolais par téléphone et leur proposent de poser leur candidature à des emplois à la MONUSCO. Ils réclament alors des sommes d'argent, parfois très importantes pour soi-disant les frais d'enregistrement ou frais de dossiers.

Il s'agit d'une **arnaque pure et simple**.

La MONUSCO et les Nations Unies en général ne demandent **jamais** d'argent. L'ONU ne perçoit de frais à aucun stade du recrutement (dépôt ou traitement de la candidature, entretien, formation, etc.), et elle ne demande aucune information bancaire des candidats.

De plus, la MONUSCO ne lance pas de recrutement par téléphone en appelant directement des individus. A tous, nous demandons **d'être vigilants et de dénoncer ces escroqueries**.

Nous rappelons que les responsables de cette fraude peuvent être poursuivis en justice.

Activités des composantes de la MONUSCO

Protection de l'enfant :

Au cours de la semaine du 10 au 14 juillet 2017, la Section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté 30 cas de violations graves des droits de l'enfant perpétrées dans le contexte du conflit armé en RDC.

Parmi les enfants touchés par ces violations, 10 garçons victimes de recrutement et d'utilisation ont été séparés ou se sont échappés des groupes armés Mayi-Mayi Mazembe, Nyatura, CNDR, FPP et FDLR Foca. Trois des enfants séparés des groupes armés dans le Nord-Kivu sont âgés de moins de 15 ans, ce qui constitue un crime de guerre.

Dans les localités de Butembo et Lubero, la Section Protection de l'enfant a enregistré deux cas de viols sur des filles âgées de 14 et 16 ans et 16 cas d'enlèvement d'enfants. Les responsables sont les groupes armés ADF (15), NDC Renové (2) et des individus armés non-identifiés.

Le 13 juillet 2017, l'Equipe spéciale des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés en RDC et le Groupe d'Amis pour les enfants affectés par les conflits armés composé de représentants des ambassades des États-Unis, de la Belgique, de la Suède et de l'Union européenne (UE), se sont réunis en vue de discuter des

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

tendances en matière de violations des droits de l'enfant depuis 2014. La Section Protection de l'enfant et l'UNICEF ont saisi l'opportunité qu'offrait cette rencontre pour présenter les succès obtenus, telle que la diminution du recrutement au cours des trois dernières années. De même, une attention particulière a été portée sur l'impact de la crise dans les Kasais sur les enfants. Les échanges se sont achevés avec l'engagement des différents acteurs de faire le plaidoyer auprès du Gouvernement de la RDC afin que celui-ci prenne toutes les mesures qui s'imposent pour protéger les enfants dans toutes les régions du pays et de soutenir les actions visant à faire face au nombre sans précédent de violations commises à l'encontre des enfants dans les Kasais.

En grandissant au milieu des conflits qui ont cours dans les Kasais, les enfants continuent d'être confrontés à des diverses formes de violences y compris le recrutement ou utilisation, l'enlèvement, le meurtre ou la mutilation, le viol ou les autres actes graves de violence sexuelle. Le 13 juillet 2017, des enfants auraient trouvé un engin explosif en jouant près de l'aéroport de Kananga. UNMAS, UNICEF et la Section Protection de l'enfant ont rapidement pris des mesures pour informer les enfants et la communauté sur les dangers des engins non explosés. Au fur et à mesure que les combats se poursuivent dans la région, la mort et les mutilations causées par des engins non explosés laissés par les combattants, représentent de plus en plus des risques permanents et mortels pour les enfants.

La Section Protection de l'enfant souligne instamment l'urgence et la nécessité de redoubler d'efforts à tous les niveaux afin de prévenir les conflits et protéger les enfants des effets des conflits armés.

A Butembo, la Section Protection de l'enfant de la MONUSCO, en partenariat avec la Police nationale congolaise, a conduit le 12 juillet dernier un « screening » (Processus de sélection) des 86 nouvelles recrues de la Police nationale congolaise de Butembo.

Aucun enfant n'a été détecté parmi ces 86 nouvelles recrues, qui sont âgées de 19 ans et plus. Après ce « screening », la Section Protection de l'enfant a sensibilisé les nouvelles recrues de la Police nationale congolaise sur le droit et la protection des enfants. Cette activité rentre dans le cadre du Plan d'Action pour la lutte contre le recrutement et utilisation d'enfant ainsi que les autres violations graves des droits de l'enfant par les services de sécurité de la RDC, qui fut signé en 2012 entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les Nations Unies.

Droits de l'homme :

Du 19 au 20 juillet, se déroule dans la ville de Beni une formation de deux jours du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme.

Cette formation a pour but de renforcer les capacités des forces de sécurité et des autorités locales dans la promotion et la protection des droits politiques et des libertés publiques en période électorale. Il s'agit d'outiller les forces de sécurité et les autorités locales afin qu'ils puissent assurer leur rôle dans la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Information publique :

Une cinquantaine de professeurs et enseignants congolais venant de différents établissements scolaires de Kinshasa ont commémoré le mardi 18 juillet 2017, avec la MONUSCO, la Journée internationale Nelson Mandela.

Au cours d'une matinée culturelle organisée à cette occasion par la Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique (DCSIP) de la Mission, ils ont été sensibilisés et initiés à la culture de la paix, la justice et la démocratie, qui constituent des valeurs et règles de Nelson Mandela partagées par les Nations Unies.

Chaque année, le 18 juillet, jour de la naissance de l'ex- premier président démocratiquement élu d'une Afrique du Sud libre, l'ONU se joint à la Fondation Nelson Mandela pour exhorter le monde à consacrer 67 minutes de son temps à aider les autres. L'Assemblée générale des Nations Unies célèbre cette journée depuis novembre 2009 afin de marquer les 67 ans pendant lesquels Nelson Mandela a mis sa vie au service de l'humanité, en tant qu'avocat spécialisé des droits de l'Homme, prisonnier de conscience, architecte international de la paix.

Activités de l'Equipe-pays

Mission du chef des affaires humanitaires des Nations Unies en République démocratique du Congo :

Le chef des affaires humanitaires des Nations Unies, Stephen O'Brien, est arrivé hier soir (18 juillet 2017) à Kinshasa dans le cadre d'une mission de trois jours qui se terminera vendredi 21 juillet. Ce mercredi matin, il s'est entretenu avec le Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre de l'Intérieur ainsi que le Ministre des affaires humanitaires. Demain jeudi, il s'envolera pour l'est du pays afin de s'enquérir de la situation humanitaire dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika avant de se rendre dans la région du Kasai.

Cette visite survient à l'heure où quelque 7,3 millions de personnes sont dans le besoin d'assistance humanitaire en République démocratique du Congo (RDC), dont plus de 3,8 millions de déplacés sur l'ensemble du territoire. Alors que la RDC est désormais le pays africain le plus touché par les déplacements forcés, le plan de réponse humanitaire de 812,5 millions de dollars n'est financé qu'à hauteur de 23 %.

Lors de sa mission, M. O'Brien rencontrera les communautés touchées par les conflits, les autorités nationales, les partenaires humanitaires et la communauté diplomatique. Il évaluera les moyens d'aborder les problèmes de protection et d'accès humanitaire et préconisera un financement accru pour répondre aux besoins des personnes concernées.

M. O'Brien donnera une conférence de presse vendredi 21 juillet juste avant de quitter la RDC. Elle se tiendra à 18h30 au terminal MONUSCO de l'aéroport de N'djili. Les journalistes intéressés par la couverture de cet événement doivent se signaler le plus rapidement possible en contactant OCHA (sabau@un.org et mankambadibaya@un.org) et en spécifiant leur nom et prénom, nom de l'organe de presse, copie de la carte de presse et numéro de téléphone. Un transport sera assuré entre la Gombe et l'aéroport mais le nombre de

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

place est limité à 25 journalistes, d'où l'intérêt de se manifester au plus vite. La participation sera confirmée par texto aux 25 premiers journalistes.

La Directrice générale de l'UNESCO condamne le meurtre de 4 écogardes de la réserve de faune à Okapis :

La Directrice Générale de l'UNESCO déplore le décès de quatre écogardes et de leur pisteur survenu le vendredi 14 juillet 2017 à la suite d'une attaque par un groupe armé dans la réserve de faune à okapis (RFO), site du patrimoine mondial de l'UNESCO situé en RDC. Ils ont été lâchement tués en plein exercice de leurs fonctions, alors qu'ils accompagnaient des journalistes pour un reportage sur le site.

« Je condamne avec la plus grande fermeté le meurtre de Antopo Selemani, Gukiya Ngbekusa, Kisembo N'singa, Sudi Koko et de Lokana T'ingiti. Je tiens à présenter mes condoléances et mon soutien à la grande famille de la RFO et surtout aux familles biologiques des illustres disparus », a déclaré la Directrice générale. « Les hommes et les femmes qui protègent notre patrimoine mondial témoignent d'un courage exemplaire face aux attaques des braconniers, trafiquants et criminels qui dépouillent notre patrimoine commun. Il est indispensable d'alerter les consciences et d'adopter toutes les mesures de sécurité nécessaires pour que cessent ces crimes. L'UNESCO y apportera tout son soutien et je demande aux autorités de la République démocratique du Congo une enquête approfondie afin que les auteurs de ce crime soient traduits en justice », a-t-elle ajouté.

Pour rappel, le vendredi 14 juillet 2017, quatre gardes de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et un portier ont été tués dans la réserve de faune à okapis en Ituri alors qu'ils escortaient des journalistes vers le site d'extraction aurifère de Bapela, lors d'une embuscade qui est intervenue à leur retour du site. Les journalistes (deux hollandais et un américain) ainsi que onze autres gardes de l'ICCN ont été retrouvés sains et saufs.

Les Nations Unies se mobilisent contre le choléra :

Le choléra touche aujourd'hui 18 des 26 provinces de la RDC et, à la date du 8 juillet 2017, il a déjà fait 427 morts. Le gouvernement de la RDC mène des actions afin de juguler l'épidémie avec le soutien des Nations Unies dans les domaines de la coordination, la surveillance épidémiologique, l'analyse des cas suspects, la prise en charge gratuite des cas, la communication et mobilisation sociale ou encore l'eau, hygiène et assainissement.

La situation reste critique à Goma où l'épidémie s'est propagée à cause du manque d'eau potable. Elle est apparemment partie de la prison centrale. En réponse, la MONUSCO fournit un appui logistique important. Depuis le 11 juillet 2017, elle a fourni 30 000 litres d'eau potable à la prison. Tous les jours ses agents vident les fosses septiques (25 tours de tanks à ce jour) afin que les prisonniers aient accès à des toilettes décentes. Les bennes de la MONUSCO ont aussi enlevé les ordures qui s'amoncelaient autour de la prison. Il aura fallu 37 allers-retours pour nettoyer le lieu. De l'eau potable va aussi être distribuée en partenariat avec MSF à des centres de santé et des hôpitaux.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La prévention reste le meilleur moyen d'enrayer l'épidémie et d'éviter de nouvelles pertes en vie humaine. Les habitants de Goma et de toutes les autres localités du pays sont encouragés à consommer de l'eau potable et à se laver les mains avant de manger, avant et après être allé à la selle. Un changement des comportements est le premier rempart contre l'épidémie.

Plus de 25 000 déplacés reçoivent une aide en eau, hygiène et assainissement près de Kalemie

Le 9 juillet 2017, les ONG International Rescue Committee (IRC) et AVSI ont lancé un projet d'assistance en eau, hygiène et assainissement dans quatre sites de déplacement autour de la ville de Kalemie (Ep Moni, Ep Odari, Ep La Gloire, Internat Lubuye) dans le cadre du Programme de Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP).

Les déplacés internes vont avoir un meilleur accès à l'eau grâce à un système de pompage et d'acheminement de l'eau, la construction de latrines et de douches, l'installation de points de lavage des mains. Ils bénéficieront également d'activités de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement pour une période initiale d'un mois. Ces personnes déplacées ont fui les affrontements intercommunautaires qui ont éclaté le 4 juillet près du site de déplacement Moni, à quelques kilomètres au nord de Kalemie.

Plus de 35 000 enfants vaccinés contre la rougeole dans le territoire de Fizi

Le 5 juillet 2017, le bureau central de la zone de santé de Nundu dans le territoire de Fizi a lancé une campagne de vaccination contre la rougeole à destination des enfants de 6 mois à 14 ans.

Plus de 35 000 enfants répartis dans trois aires de santé (Lusenda, Nundu et Mboko), dont plus de 17 000 enfants réfugiés burundais du camp de Lusenda, ont été vaccinés au cours de cette campagne de 10 jours soutenue par l'ONG Management Sciences for Health (MSH). Depuis mars dernier, le bureau central de la zone de santé de Nundu a notifié plus de 200 cas de rougeole ayant conduit à la déclaration de l'épidémie par les autorités vers fin juin 2017. Celle-ci avait contraint le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) à suspendre ses opérations de transfert de réfugiés burundais des différents sites de transit (Kamvivira, Monge Monge et Sange) pour prévenir le risque de propagation de la maladie. Le bureau central de la zone de santé de Nundu a besoin de ressources supplémentaires pour organiser une campagne de vaccination dans les 18 aires de santé restantes.

Le PNUD RDC se distingue en matière de promotion du genre et d'innovation sociale

Le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en République démocratique du Congo (RDC) a célébré vendredi 14 juillet 2017 l'obtention de la reconnaissance gold (« en or ») de l'initiative d'engagement pour la parité du genre du PNUD ainsi que le prix de l'innovation sociale.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le premier prix est une certification mise en place par le PNUD au niveau mondial pour évaluer la performance des bureaux de pays en matière de l'égalité de sexe et de l'autonomisation des femmes. Le second est un fonds local pour les innovations, une initiative propre du bureau du PNUD en RDC lancée en 2016. Pour cette deuxième édition, les innovations proposées étaient orientées vers les communautés défavorisées et démunies. Deux projets ont été primés : le projet Pakadjuma « redonner le sourire aux femmes et jeunes filles de Pakadjuma par un revenu décent » et le Projet « Nous et la nature : bien-être assuré ».

La troisième édition du Forum national des Ministres provinciaux et Chefs de Division du Genre s'est clôturée le weekend dernier (15 juillet 2017) sur une note positive. Tous les participants se sont accordés sur la nécessité d'intégrer les femmes dans la gestion publique pour assurer un développement durable de la RDC. Ces assises ont permis de réunir près d'une centaine de personnes dont 26 ministres provinciaux et une cinquantaine de chefs de division du genre pour identifier des pistes de solution visant l'interaction entre diverses structures aux niveaux national et provincial.

Organisées par le Ministère du Genre, Famille et Enfant en collaboration avec le PNUD, ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), ces assises ont permis aux ministres du genre et aux chefs de division et autres personnels administratifs de renforcer leurs capacités dans plusieurs domaines dont les droits humains et l'égalité homme-femme, les enjeux électoraux en vue d'une représentation significative des femmes dans la sphère de décision; l'autonomisation économique et l'épanouissement social et la maîtrise des techniques de communication et de plaidoyer.

Situation militaire

(Par le Colonel Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire **en République Démocratique du Congo (RDC)**, durant la semaine écoulée a été jugée relativement stable et sous contrôle dans la majeure partie du pays, néanmoins des manifestations hostiles à la paix ont été signalées dans certains endroits.

Dans la province de Haut-Uélé, la traque contre les éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) continue. Des patrouilles au sol et par hélicoptère ont été effectuées cette semaine et ont permis de réduire l'activisme de ce groupe.

La Force de la MONUSCO continue de garder cette forte pression contre ces éléments négatifs, afin de mettre un terme à leur activisme et les neutraliser.

Pendant ce temps, au **Nord-Kivu**, les attaques lancées au cours de la semaine écoulée par des éléments de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) dans le village de **Kitchanga** au nord de **Goma**, a également préoccupé la MONUSCO. Entre 400 et 500 civils, fuyant ces attaques, ont trouvé refuge à la base de la MONUSCO de **Kitchanga** au Nord Kivu.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Grace aux actions menées par la Force et ses partenaires FARDC, la situation s'est stabilisée, les assaillants ont été repoussés et les populations ont pu rejoindre leurs habitations.

La Force de la MONUSCO reste en étroite coopération avec les FARDC et poursuit ses opérations dans cette province.

La Protection des civils est également au cœur du dispositif militaire que la MONUSCO a mise en œuvre dans les territoires de **Beni** et **Lubero** pour protéger les populations contre l'activisme Mayi-Mayi **Mazembe**, après les attaques perpétrées dans les localités de **Kipese** et **Kashugo**.

Par ailleurs, le renforcement de la présence de la MONUSCO dans le **Grand Kasaï** se poursuit. L'objectif de la Force est d'établir des zones de présence temporaires afin de dissuader les violences entre communautés et d'encourager les populations à revenir dans leur village d'origine. Deux détachements sont arrivés à **Mbuji-Mayi** et à **Tshikapa**, portant les effectifs déployés à plus de trois cent cinquante casques bleus dans la région, afin de contribuer à cette action de stabilisation et de protection des populations.

Enfin, ainsi qu'il a été évoqué précédemment, la MONUSCO a procédé à la restructuration de sa Force afin de garder un haut niveau de réactivité de manière à répondre à l'obligation faite par le mandat de réduction de ses effectifs. Ce qui entraîne naturellement la fermeture de certaines bases.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04